

**Ministère de la justice /SG / DIR SG Grand  
Ouest / Département immobilier de Rennes**

20 rue du puit mauger  
CS60826 35108 Rennes Cedex 3

---

# **35\_RENNES\_MINISTERE DE LA JUSTICE\_MISE EN ACCESSIBILITE\_CITE JUDICIAIRE - HORS LOTS TECHNIQUES**

---

Date d'émission 07/02/2025  
N° d'affaire : 2311118A0000002  
Référence chrono : CT/118A0/0225/0147  
Version : 1

## **VOTRE RESPONSABLE D'AFFAIRE**

Anne BEUCHER  
Tél. +33 6 27 86 09 15  
Email : [anne.beucher@socotec.com](mailto:anne.beucher@socotec.com)

# SOMMAIRE

<b>1. OBJET DU PRESENT RAPPORT</b>	<b>3</b>
<b>2. SIGNATURES</b>	<b>5</b>
<b>3. RENSEIGNEMENTS GENERAUX</b>	<b>5</b>
3.1. Partenaires de l'opération	5
3.2. Données de l'affaire	6
<b>4. LISTE DES DOCUMENTS EXAMINES</b>	<b>6</b>
<b>5. RECAPITULATIF DES AVIS S ET D</b>	<b>7</b>
5.1. Evaluation de conformité	7
<b>6. ANALYSE DE RISQUE</b>	<b>9</b>
6.1. mission LE relative à la solidité des existants	9
6.2. mission LP relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables	10
<b>7. EVALUATION DE CONFORMITE</b>	<b>11</b>
7.1. missions relatives à la sécurité des personnes	12
7.2. mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées	18
<b>8. COMPLETUDES DES ESSAIS ET MESURES</b>	<b>20</b>

## 1. OBJET DU PRESENT RAPPORT

Le présent document constitue le rapport prévu dans le contrat de Contrôle Technique n°2311118A0000002, que SOCOTEC Construction doit adresser au Maître d'Ouvrage après examen du dossier de conception destiné à la consultation des entreprises .

Les avis sur les dispositions techniques qu'il comporte sont émis à partir des documents constitutifs du dossier qui nous ont été communiqués à ce jour et qui sont répertoriés dans les chapitres 3 ci-après.

Ces avis sont donnés dans le cadre des missions suivantes :

### Missions d'analyse de risque :

- mission LE relative à la solidité des existants (LE).
- mission LP relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (LP).

### Missions d'évaluation de conformité:

- mission STI relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires (autres qu'ERP et IGH) et dans les bâtiments industriels (STI).
- mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH (SEI).
- mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées (HAND).

Accréditation COFRAC N° 3-1592 concernant les missions L, S, SEI, liste des sites et portées disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

Pour la bonne compréhension de la signification des avis formulés dans ce rapport, il est précisé que :

- Les vérifications de SOCOTEC sont effectuées par rapport aux textes de référence prévus au contrat,
- Les avis ne concernent que la conception et ne préjugent pas des avis qui pourront être formulés sur la réalisation,
- Les avis suspendus concernent les dispositions insuffisamment définies sur lesquelles nous ne pouvons, en l'état actuel, formuler d'avis favorable ou défavorable. En l'absence de fourniture en temps utiles des renseignements et documents nécessaires à SOCOTEC, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification par SOCOTEC.

**L'évaluation technique** porte sur les ouvrages et éléments d'équipement et s'exerce lors de la phase de conception et de réalisation des travaux du projet de construction. L'intervention de l'évaluateur technique de construction se base sur **l'analyse de risques et l'évaluation de conformité** .

**L'analyse de risque** permet d'identifier les aléas et les enjeux pour l'ouvrage et les éléments d'équipements relevant des **techniques courantes**. L'évaluateur technique prend en compte :

- Le contexte de l'opération de construction,

- Les référentiels techniques appropriés,
- Les retours d'expérience et les pathologies (désordre connus) propres à la typologie de l'ouvrage

L'identification pertinente de la situation fait partie intégrante de l'analyse de risque, cela permet pour un enjeu très faible de tolérer une déviance de l'ouvrage ou de l'élément d'équipement par rapport au référentiel de la technique courante, et donc d'évaluer favorablement la disposition proposée.

Le risque est défini en termes de conséquence et de vraisemblance pour l'ouvrage, tels que des dommages matériels, l'impact sur sa pérennité et son usage normal.

**L'évaluation de conformité** consiste à faire une analyse critique des dispositions du projet vis-à-vis de la réglementation applicable à celui-ci. Elle porte sur le respect du référentiel réglementaire applicable ainsi que les normes rendues applicables par ce dernier. En complément des contrôles réalisés par les constructeurs et du fait de son savoir-faire, le contrôleur technique procède à des vérifications visuelles suivant un échantillonnage. Le risque de non-conformité découle d'un défaut d'application des dispositions règlementaires.

## 2. SIGNATURES

Tous ces avis ont été établis par les intervenants SOCOTEC Construction suivants :

Intervenants SOCOTEC	Signatures
Anne BEUCHER <b>Responsable d’Affaire</b>	

Ce rapport a été édité par : Anne Beucher

Ce rapport a été transmis à :

- [nicolas.lebrun@thalem-ing.fr](mailto:nicolas.lebrun@thalem-ing.fr)
- Julien DUCHAUFFOUR / [jduchauffour@gilles-delourmel.fr](mailto:jduchauffour@gilles-delourmel.fr)
- [melanie.grandin@justice.gouv.fr](mailto:melanie.grandin@justice.gouv.fr)

Nous restons à la disposition du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Oeuvre, pour revoir ou compléter nos avis dans le cas où interviendraient des éléments nouveaux par rapport aux dispositions examinées. Toute modification du projet devra être soumise à notre examen.

## 3. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 3.1. Partenaires de l'opération

<b>Maître d'ouvrage</b>  MINISTERE DE LA JUSTICE SG DIR SG Grand Ouest – DIR Rennes 20 rue du Puits Mauger - CS 60826 35108 Rennes cedex 3
<b>Architecte - Maître d'œuvre</b>  Julien DUCHAUFFOUR AGENCE DELOURMEL MOE
<b>Bureau d'études</b>  <b>Coordinateur SSI</b> THALEM Ingenierie  35170 BRUZ

## 3.2 Données de l'affaire

ADRESSE DE L'OUVRAGE
DESCRIPTION DE L'OUVRAGE
Mise en accessibilité de la cité judiciaire suite diagnostic ADAP et modification de la zone petit dépôt située au -2. Le bâtiment est classé ERP type W et L de 3ème catégorie.

## 4. LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

Désignation - Identification des documents examinés	Reçu le
Cité judiciaire de Rennes.pdf	07/02/2025
20241004-CJR_PRO_CFO-CFA.pdf	07/02/2025
23-092 PRO Plan CVCP-R+5.pdf	07/02/2025
20250122-CJR_PRO_Carnet de plans _Ind.0.pdf	07/02/2025
23-092 PRO Plan CVCP-RDC.pdf	07/02/2025
23-092 PRO Plan CVCP-PG (0).pdf	07/02/2025
23-092 PRO Plan CVCP-R+2.pdf	07/02/2025
23-092 PRO Plan CVCP-R+4.pdf	07/02/2025
20250122-CJR_Notice descriptive_PRO_Ind.0.pdf	07/02/2025
23-092 PRO CCTP CFO-CFA - Cité judiciaire - Rennes.pdf	07/02/2025
23-092 PRO Plan CVCP-R-2.pdf	07/02/2025
23-092 PRO Plan CVCP-R+1.pdf	07/02/2025
23-092 PRO CCTP CVCP - Cité judiciaire - Rennes.pdf	07/02/2025
23-092 PRO Plan CVCP-R+3.pdf	07/02/2025

## 5. RECAPITULATIF DES AVIS S ET D

### 5.1. Evaluation de conformité

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<b>DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LA CONSTRUCTION</b>			
<b>ERP DU 1ER GROUPE</b>			
DISPOSITIONS COMMUNES - GN1 à GN15			
CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS			
Prescriptions de la Commission de Sécurité	<b>S</b>	<b>Nous transmettre, dès leur réception, les PV des Commissions de Sécurité et d'Accessibilité.</b>	62
CONSTRUCTION - CO1 à CO61			
DEGAGEMENTS (ESCALIERS)			
Sécurité d'utilisation des escaliers			
Nature des dessus de marches	<b>S</b>	<b>A préciser</b>	26
MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE - MS1 À MS75			
SYSTEME DE DETECTION INCENDIE (S.D.I.)			
Implantation des détecteurs	<b>S</b>	<b>L'établissement est équipé d'un SSI de catégorie A et système d'alarme de type 1. Il est décrit la dépose de la détection incendie des locaux à risques supprimés au -2, "locaux Rangements" situés dans la zone Petits dépôts.  Suivant le RVRAT datant de la construction, l'établissement était équipé à l'origine d'un système de détection incendie. La détection était à priori installée dans les locaux à risques.  &gt;&gt; Avis : -La suppression des détecteurs doit faire l'objet d'une validation par la commission de sécurité incendie. -Est il prévu l'ajout d'un détecteur incendie au droit du local ménage créé?</b>	172
<b>DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCESSIBILITE DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPEES</b>			
<b>ERP Existant</b>			

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
Article 7. Circulations intérieures verticales Ascenseur Caractéristiques des ascenseurs	<b>S</b>	<b>Pour les ascenseurs il conviendra de préciser les modifications apportées aux commandes</b>	<b>152</b>

\* **F**: Favorable , **D**: Défavorable , **S**: Suspendu , **HM**: Hors Mission , **PM**: Pour Mémoire , **SO**: Sans Objet



## 6. ANALYSE DE RISQUE

### 6.1. mission LE relative à la solidité des existants

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<b>DEFINITION DU PROGRAMME DE TRAVAUX SUR EXISTANTS</b> <b>Existence de documents définissant de manière précise ce programme</b>	F		
<b>RENSEIGNEMENTS SUR LES EXISTANTS</b> <b>Examen de l'état apparent des existants</b>	PM	En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, SOCOTEC ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.	
<b>Influence des existants sur la construction</b>	F		
<b>COMPATIBILITE DU PROGRAMME DES TRAVAUX AVEC L'ETAT DES EXISTANTS</b>	F		
<b>SOLIDITE DES EXISTANTS CONCERNES PAR LES TRAVAUX NEUFS</b> Absence de travaux sur la structure. Charges non modifiées par les travaux.	F		

\* F: Favorable , D: Défavorable , S: Suspendu , HM: Hors Mission , PM: Pour Mémoire , SO: Sans Objet

## 6.2. mission LP relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<b>CLOISONS</b>			
<b>Nature</b>	F		
<b>Adéquation aux locaux</b>	PM	Pour mémoire : Les cloisons mises en œuvre dans les locaux humides devront être adaptées.	
<b>Cloisons en bordure de vide</b>	SO	Existant non modifié par les travaux.	
<b>REVÊTEMENTS DE SOLS DURS COLLÉS</b>			
<b>Compatibilité avec le support</b>	F		
<b>Adéquation aux locaux - UPEC</b>	F		
Sanitaires : U4P3, R10			
<b>REVÊTEMENTS DE SOLS SOUPLES COLLÉS</b>			
<b>Compatibilité avec le support</b>	F		
<b>Adéquation aux locaux - UPEC</b>	F		
Bureaux -1 : U4P3			
Escaliers : sol TARASTEP PRO U4P3			
<b>PLAFONDS SUSPENDUS</b>	F		
<b>MENUISERIES INTÉRIEURES</b>	F		
<b>CONTRÔLE INTERNE DES CONSTRUCTEURS</b>	PM	<p>RAPPEL : Aux termes du décret du 7 déc. 1978, SOCOTEC, dans le cadre de sa mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'assure que, pendant l'exécution des travaux, l'autocontrôle qui incombe à chacun des constructeurs, énumérés à l'Article 1792-1 du Code Civil, s'effectue de manière satisfaisante</li> <li>- procède elle-même par sondages au contrôle de l'exécution des travaux.</li> </ul> <p>Il convient par conséquent que les Constructeurs tiennent à disposition de SOCOTEC :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la liste des vérifications envisagées par l'entreprise pour s'assurer de la bonne exécution des ouvrages,</li> <li>- la formalisation de ces vérifications, permettant de s'assurer qu'elles sont effectuées de manière satisfaisante.</li> </ul>	

\* F: Favorable , D: Défavorable , S: Suspendu , HM: Hors Mission , PM: Pour Mémoire , SO: Sans Objet

## **7. EVALUATION DE CONFORMITE**

## 7.1. missions relatives à la sécurité des personnes

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<b>ERP DU 1ER GROUPE</b>			
<b>DISPOSITIONS COMMUNES - GN1 à GN15</b>			
CLASSEMENT DES ÉTABLISSEMENTS			
Classement et assujettissement selon le(s) type(s) d'exploitation(s) ou d'activité(s)	F		
Etablissement de types W et L.			
Locaux relevant d'un type défini			
Classement de l'établissement unique ; effectif total, catégorie	PM	Pour mémoire	
Selon le PV de visite périodique de la Commission de Sécurité en date du 20 mars 2024, l'effectif est de 440 personnes dont 220 au titre du public et 220 au titre du personnel.			
Classements des groupements d'établissements non isolé	SO		
Classements des groupements d'établissements isolé	SO		
<b>ADAPTATION DES RÈGLES ET CAS PARTICULIERS</b>			
Adaptation des règles de sécurité - Dispositions exceptionnelles approuvées par l'autorité compétente	SO	Sans objet à notre connaissance.	
Établissement comportant des locaux de types différents	PM	Pour mémoire	
Utilisations exceptionnelles des locaux	HM	Hors mission : Relève de l'exploitant.	
Etablissement(s) dans Immeuble de Grande Hauteur	SO		
principe de conception et exploitation selon les difficultés d'évacuation des handicapés	SO	Existant non modifié par les travaux.	
Etablissement "ERP" nouveau, aménagé dans un existant	SO		
Travaux effectués dans un établissement "ERP" existant	PM	Lorsque des travaux de remplacement d'installation, d'aménagement ou d'agrandissement sont entrepris dans ces établissements, les dispositions du présent règlement sont applicables aux seules parties de la construction ou des installations modifiées.	
<b>CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS</b>			
Prescriptions de la Commission de Sécurité	S		62

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
		<b>Nous transmettre, dès leur réception, les PV des Commissions de Sécurité et d'Accessibilité.</b>	
Justification des classements des matériaux et éléments de construction	PM	Pour mémoire	
TRAVAUX DANGEREUX	HM	Bien que ne relevant pas de notre mission, nous rappelons que la protection du public pendant les travaux devra être assurée, conformément à l'article GN13 du règlement de sécurité. Une demande doit être faite à l'autorité administrative responsable en indiquant les précautions retenues.	
CONFORMITÉ AUX NORMES - ESSAIS DE LABORATOIRE	PM	Pour mémoire	
<b>DISPOSITIONS GENERALES - GE1 à GE10</b>			
PRESCRIPTIONS RÉGLEMENTAIRES APPLICABLES À L'ÉTABLISSEMENT	PM	Pour mémoire	
CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS	PM	Pour mémoire	
VÉRIFICATIONS TECHNIQUES	PM	Pour mémoire	
<b>CONSTRUCTION - CO1 à CO61</b>			
CONCEPTION - DESSERTE	PM	Existant non modifié par les travaux.	
ISOLEMENT PAR RAPPORT AUX TIERS	PM	Existant non modifié par les travaux.	
RESISTANCE MECANIQUE ET AU FEU DES STRUCTURES	PM	Existant non modifié par les travaux	
COUVERTURES	PM	Existant non modifié par les travaux.	
FACADES	PM	Existant non modifié par les travaux.	
DISTRIBUTION INTERIEURE			
Principes de limitation de la propagation du feu à l'intérieur de la construction			
Cloisonnement traditionnel	F	Principe retenu pour les zones impactées par les travaux : niveau -2 et sanitaires RdC et R+2.	
Cloisonnement traditionnel			
Parois verticales entre dégagements et locaux	F		
Niveaux -2 (petits dépôts), Rdc (sanitaires) et R+2 (sanitaires) : les parois modifiées sont prévues en 98/48 entre circulation et locaux, soit un degré coupe-feu 1h.			
Résistance au feu des blocs-portes	F	Parmi les portes remplacées, les portes séparant locaux / circulations, et escalier/sas ascenseur sont prévues EI30. (repères 01, 07, 11,09, 17, 18, 19, 27, 30)	

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
Répartition et caractéristiques des parois verticales et des portes en cas de cloisonnement de secteurs	SO		
Compartiments	SO		
Recoupement des vides	PM	Existant non modifié	
LOCAUX A RISQUES PARTICULIERS ET LOCAUX NON ACCESSIBLES AU PUBLIC			
Liste des locaux à risques importants	PM	Pour mémoire, existant non modifié	
Liste des locaux à risques moyens	PM	Local ménage créé au R+2	
Caractéristiques des locaux à risques particuliers			
Locaux à risques importants	PM	Pour mémoire, existant non modifié.	
Locaux à risques moyens			
Degré coupe feu des parois verticales du local ou séparatives des volumes accessibles au public	F	Paroi local ménage R+1 : EI60	
Degré coupe feu des portes de communication placées dans les parois résistantes au feu du local ou séparatives des volumes accessibles au public	F	Porte local ménage R+1 EI30 avec ferme porte	
CONDUITS ET GAINES	PM	Pour mémoire, existant non modifié.	
DEGAGEMENTS (DISPOSITIONS GENERALES)			
Conception des dégagements	PM	Existant non modifié par les travaux.	
Largeur de passage des dégagements	F		
Saillies et dépôts	PM	Existant non modifié par les travaux.	
Calcul des dégagements	PM	Existant non modifié par les travaux.	
Calcul des dégagements des locaux en sous sol	PM	Pour mémoire, existant non modifié.	
Enfouissement maximal	PM	Pour mémoire, existant non modifié.	
Dégagements accessoires et supplémentaires	PM	Existant non modifié par les travaux.	
DEGAGEMENTS (SORTIES)			
Répartition des sorties	PM	Existant non modifié par les travaux.	
Caractéristiques des blocs-portes	PM	Pour mémoire, les avis suivis ne portent que sur les portes modifiées dans la zone petits dépôts et les portes des sanitaires du RdC et R+2	
Largeur de passage	F		
Vitrage des portes	F		
Dispositif de fermeture des blocs-portes résistant au feu, à deux vantaux	F		
Manoeuvre des portes			

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
Sens d'ouverture des portes lorsque l'effectif reçu est supérieur à 50 personnes	PM	Pour mémoire, existant non modifié.	26
Portes des sorties de secours			
Manoeuvre des portes de sorties de secours	F		
Portes à fermeture automatique	PM	Pour mémoire, existant non modifié.	
Portes de types spéciaux			
Caractéristiques des vitrages des portes par rapport aux prescriptions du DTU.N-39-4	F		
<b>DEGAGEMENTS (ESCALIERS)</b>			
Répartition des escaliers	PM	Existant non modifié par les travaux.	
Conception des escaliers	PM	Existant non modifié par les travaux.	
Sécurité d'utilisation des escaliers	PM	Pour mémoire, les avis suivants portent sur la totalité des emmarchements des 2 cages d'escalier encloisonnées du N-1 vers R+6 :.	
Nature des dessus de marches	S	<b>A préciser</b>	
Recouvrement des marches des escaliers sans contre-marches	SO		
Nombre de mains courantes latérales	PM	Pour mémoire, existant non modifié.	
Dispositions au débouché des escaliers mécaniques	SO		
Dispositions au débouché de trottoir roulant	SO		
Protection des escaliers et ascenseurs	PM	Existant non modifié par les travaux.	
Escaliers et ascenseurs encloisonnés	PM	Existant non modifié par les travaux.	
Escaliers et ascenseurs à l'air libre	SO		
Escaliers droits	SO	Existant non modifié par les travaux.	
<b>ESPACES D'ATTENTE SECURISES</b>	PM	Existant non modifié par les travaux.	
<b>AMENAGEMENTS INTERIEURS, DECORATION ET MOBILIER - AM1 à AM20</b>			
APPLICATION D'EXIGENCES EN MATIÈRE DE RÉACTION AU FEU VISANT LES CONSTITUANTS DE L'ÉTABLISSEMENT	PM	Pour mémoire	
PRODUITS ET MATERIAUX DE PAROIS			
Justification du respect des exigences visant les parois finies dans leurs conditions réelles d'emploi	PM	Pour mémoire	
Parois des escaliers et circulations horizontales protégés			
Réaction au feu des parois verticales, des paliers, des marches, des plafonds et des rampants des escaliers protégés	F	Sol escaliers : Bfls1	

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux	PM	Pour mémoire, existant non modifié	
Classement des peintures et papiers peints sur parois verticales	F		
Faïence			
Réaction au feu des plafonds des dégagements non protégés et des locaux	F		
Dalles de faux plafond de réaction au feu A1 et B-s1,d0 prévues.			
Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds	SO		
Revêtements de sols des dégagements non protégés et des locaux	F		
Revêtement de sol type carrelage et sol souple PVC de réaction au Bfl-s1 prévus.			
Revêtements en matériaux isolants	PM	Existant non modifié par les travaux.	
ELEMENTS DE DECORATION	SO		
TENTURES, PORTIERES, RIDEAUX, VOILAGES, CLOISONS COULISSANTES OU REPLIABLES	SO		
GROS MOBILIER, AGENCEMENT PRINCIPAL, PLANCHERS LEGERS SURELEVES	PM	Pour mémoire	
ELEMENTS A VOCATION DECORATIVE			
Arbres de Noël et décorations florales	HM	Hors mission	
Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO		
<b>DESENFUMAGE - DF1 à DF10</b>	PM	Pour mémoire, existant non modifié	
<b>CHAUFFAGE, VENTILATION, RÉFRIGÉRATION, CLIMATISATION, CONDITIONNEMENT D'AIR ET INSTALLATION D'EAU CHAUDE SANITAIRE, CHAUFFERIE - CH1 À CH58</b>	PM	Pour mémoire, existant non modifié	
<b>ASCENSEURS, ESCALIERS MÉCANIQUES ET TROTTOIRS ROULANTS - AS1 À AS11</b>	PM	Pour mémoire, existant non modifié	
<b>MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE - MS1 À MS75</b>			
DEFINITION DES MOYENS DE SECOURS - REGLES PARTICULIERES	PM	Pour mémoire	
BOUCHES ET POTEAUX D'INCENDIE PRIVES ET POINTS D'EAU	PM	Pour mémoire existant non modifié.	
ROBINETS D'INCENDIE ARMES	PM	Pour mémoire, existant non modifié	
COLONNES SECHES	PM	Pour mémoire existant non modifié.	
SYSTEME DE SECURITE D'INCENDIE (S.S.I.)	PM	Pour mémoire existant non modifié.	
	PM	Pour mémoire existant non modifié.	



Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<p>SYSTEME DE DETECTION INCENDIE (S.D.I.)</p> <p>Implantation des détecteurs</p>	<b>S</b>	<p><b>L'établissement est équipé d'un SSI de catégorie A et système d'alarme de type 1.</b></p> <p><b>Il est décrit la dépose de la détection incendie des locaux à risques supprimés au -2, "locaux Rangements" situés dans la zone Petits dépôts.</b></p> <p><b>Suivant le RVRAT datant de la construction, l'établissement était équipé à l'origine d'un système de détection incendie. La détection était à priori installée dans les locaux à risques.</b></p> <p><b>&gt;&gt; Avis :</b></p> <p><b>-La suppression des détecteurs doit faire l'objet d'une validation par la commission de sécurité incendie.</b></p> <p><b>-Est il prévu l'ajout d'un détecteur incendie au droit du local ménage créé?</b></p>	172
<p>SYSTEME DE MISE EN SECURITE INCENDIE (S.M.S.I.)</p> <p>SYSTEME D'ALARME</p>	<b>PM</b>	Pour mémoire existant non modifié.	
	<b>F</b>	Il est prévu la mise en place de flashes lumineux dans les sanitaires créés au RdC et R+2.	
ALERTE	<b>PM</b>	Pour mémoire existant non modifié.	

\* **F**: Favorable , **D**: Défavorable , **S**: Suspendu , **HM**: Hors Mission , **PM**: Pour Mémoire , **SO**: Sans Objet

## 7.2. mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<b>ERP Existant</b>			
<b>Article 1. Généralités</b>	PM	Pour mémoire, des travaux de mise en accessibilité sont réalisés en réponse au diagnostic ADAP réalisé par le cabinet ACCEO en février 2023	
Références: Cité judiciaire de Rennes.pdf			
<b>Article 2. Cheminements extérieurs</b>			
Généralités	F		
Repérage et guidage	F		
Caractéristiques dimensionnelles	F		
Sécurité et usage	F		
<b>Article 3. Stationnement automobile</b>	SO		
Situation	SO		
Repérage de chaque place adaptée	SO		
Nombre de places adaptées	SO		
Caractéristiques dimensionnelles	SO		
Atteinte et usage	SO		
<b>Article 4. Accès à l'établissement ou l'installation</b>			
Le niveau d'accès est accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible	F		
Repérage	F		
Atteinte et caractéristiques minimales			
Nouvel appareil d'interphonie	SO		
<b>Article 5. Accueil du public</b>			
Si existence d'un point d'accueil			
Au moins un point d'accueil accessible	F		
Point d'accueil signalé de manière adaptée	F		
Banque d'accueil	F		
<b>Article 6. Circulations intérieures horizontales</b>			
Caractéristiques dimensionnelles	F		
Sécurité et usage	F		
<b>Article 7. Circulations intérieures verticales</b>			
Dénivellation entre circulations horizontales $\geq 1,20$ m est considérée comme un étage	F		
Si ascenseur, tous les étages comportant des locaux ouverts au public sont	F		

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
desservis			
Repérage	F		
Escalier utilisable dans les conditions normales de fonctionnement	F		
Ascenseur			
Obligation d'ascenseur	F		
Caractéristiques des ascenseurs	S	<b>Pour les ascenseurs il conviendra de préciser les modifications apportées aux commandes</b>	152
Conformes aux dispositions du I de l'article 7.2 ou à la norme NF EN 81-70 (2003)	PM	Pour mémoire	
Si contraintes structurelles, alors au moins un ascenseur par batterie respecte les dispositions suivantes			
Signal sonore (entre 35 et 65 dB(A)) prévenant du début de l'ouverture des portes	PM	Pour mémoire	
Deux flèches lumineuses d'une hauteur $\geq 40$ mm installées pour indiquer le sens du déplacement	PM	Pour mémoire	
Un signal sonore (entre 35 et 65 dB(A)) avec des sons différents pour le montée et la descente accompagne l'illumination des flèches	PM	Pour mémoire	
Indicateur visuel indiquant la position de la cabine avec une hauteur des numéros comprise entre 30 et 60 mm	PM	Pour mémoire	
Un message vocal (entre 35 et 65 dB(A)) indiquant la position de la cabine à son arrêt	PM	Pour mémoire	
Dispositif de demande de secours	PM	Pour mémoire	
Pictogramme illuminé jaune complétant le signal sonore (entre 35 et 65 dB(A)) indiquant que la demande a bien été transmise	PM	Pour mémoire	
Pictogramme illuminé vert complétant le signal sonore (entre 35 et 65 dB(A)) indiquant que la demande a bien été enregistrée	PM	Pour mémoire	
Une commande d'appel spécifique est installée à proximité de la batterie d'ascenseur attribuant la cabine respectant les exigences	PM	Pour mémoire	
<b>Article 8. Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques</b>	SO		

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<b>Article 9. Revêtements des sols, murs et plafonds</b>	PM	Pour mémoire, non modifié par les travaux.	
<b>Article 10. Portes, portiques et sas</b>			
Caractéristiques dimensionnelles	F		
<b>Article 11. Locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande</b>	SO		
<b>Article 12. Sanitaires</b>			
Localisation du cabinet d'aisances adapté	F		
Le cabinet d'aisances est adapté si			
Espace d'usage	F		
Espace de manœuvre demi-tour	F		
Espace de manœuvre de porte devant la porte (côté extérieur du cabinet)	F		
Un dispositif permettant de refermer la porte derrière soi	F		
Un lave mains avec plan supérieur ≤ 0,85 m	F		
Surface assise de la cuvette à une hauteur comprise entre 0,45 et 0,50 m du sol (abattant inclus), sauf pour les sanitaires destinés aux enfants	PM	Pour mémoire	
Barre d'appui latérale à la cuvette	F		
Lavabo accessible	F		
<b>Article 13. Sorties pour un usage normal du bâtiment</b>	F		
<b>Article 14. Eclairage</b>	SO		
<b>Article 15. Etablissements recevant du public assis</b>	SO		
<b>Article 16. Etablissements comportant des locaux d'hébergement</b>	SO		
<b>Article 17. Cabines et espaces à usage individuel</b>	SO		
<b>Article 18. Caisses de paiement et dispositifs ou équipements disposés en batterie ou en série</b>	SO		

\* F: Favorable , D: Défavorable , S: Suspendu , HM: Hors Mission , PM: Pour Mémoire , SO: Sans Objet

## 8. COMPLETUDES DES ESSAIS ET MESURES

Dans le cadre de cette opération et à notre connaissance, les missions suivantes nous ont été confiées:

- HANDCO - Attestation de fin de travaux du constat de l'accessibilité des handicapés